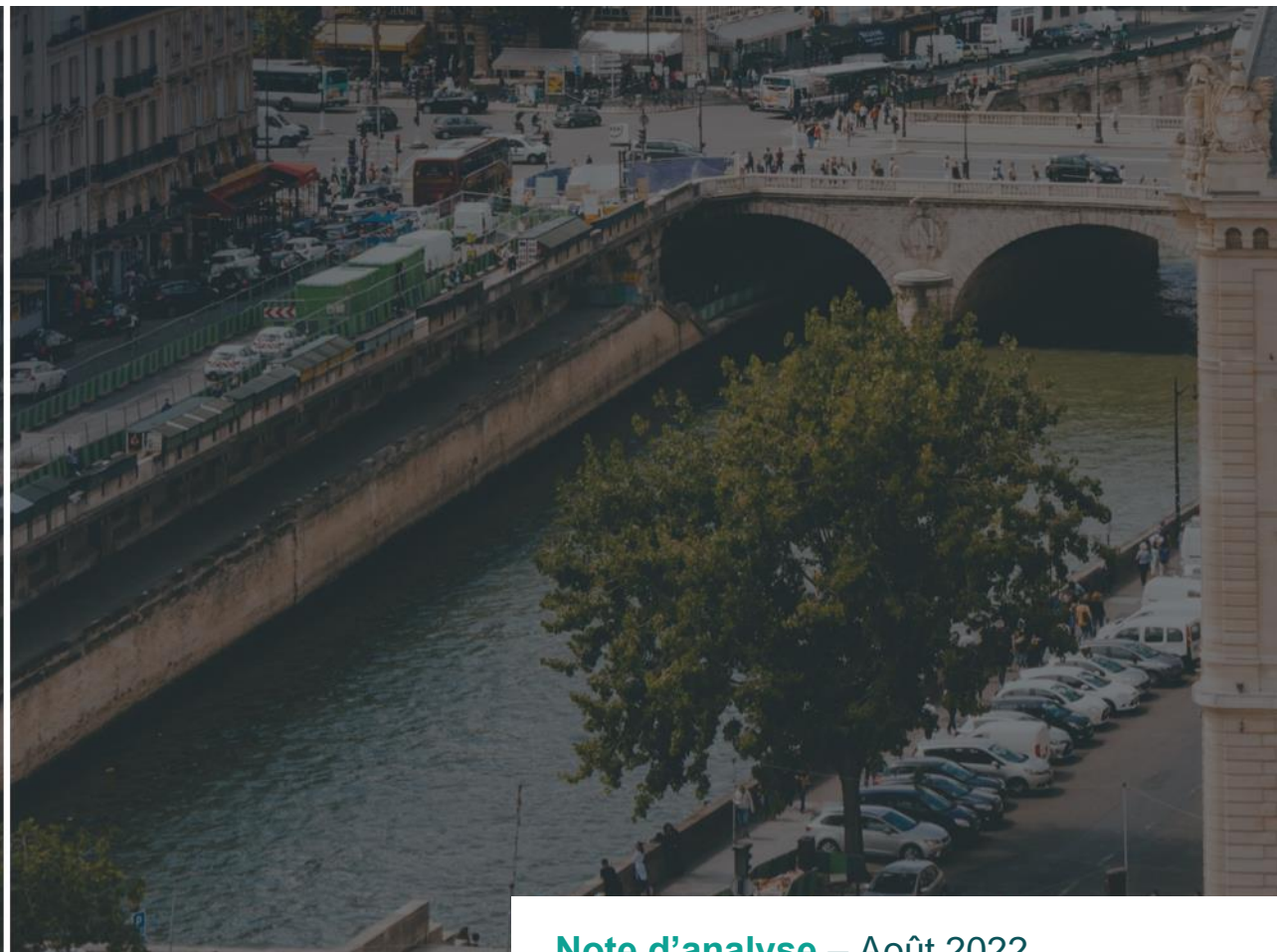


## Le cœur des Français. Vague 2

Trajectoires et perspectives partagées par les Français en 2022



Après une première enquête d'envergure en 2021 Harris Interactive et Challenges se sont donné pour ambition cette année encore d'« interroger les Français au cœur ». Dans une période d'incertitudes, entre la situation sanitaire mondiale, le contexte géopolitique, les inquiétudes climatiques mais encore la hausse de l'inflation, il était nécessaire d'interroger à nouveau les Français sur les valeurs les animant et ce qu'ils perçoivent de structurants dans la société française.

A nouveau 10 000 personnes représentatives de la population française ont été interrogées à ces fins. 10 000 personnes permettant de disposer de caractérisations suffisamment fines pour aller plus loin que les variables d'analyse habituelles. Etat d'esprit, rapport au progrès, situation de la France, inquiétudes... autant de thèmes abordés en profondeur et permettant de tracer une première évolution par rapport à l'année dernière.

En quelques lignes, qu'en retenir ?

## Des Français plus positifs que l'année dernière...mais toujours inquiets

**Dans un contexte de sortie de crise sanitaire, les Français expriment une vision plus positive cette année.** Si l'on porte tout d'abord notre attention sur les qualificatifs utilisés par les Français pour décrire leur état d'esprit, on observe une hausse de l'ensemble des adjectifs positifs et une baisse conjointe de ceux négatifs. En effet, si l'inquiétude était le sentiment le plus partagé en 2021 (53%), il n'est plus exprimé cette année que par 37% des Français, laissant place plutôt à la détermination (43%, +15 points) et à l'optimisme (43%, +17 points). Cet optimisme s'accompagne d'un niveau de vie toujours perçu

comme satisfaisant pour 2/3 des Français (66%, +1 point). De plus, les Français ont davantage le sentiment d'être bien considérés par la société. S'ils étaient divisés sur la question l'année dernière, ils sont désormais 54% (+4) à déclarer se sentir bien estimés par la société française.

Néanmoins, malgré cet état d'esprit plus positif, **les Français témoignent de leurs inquiétudes pour l'avenir : plus d'un tiers d'entre eux estiment toujours que leur niveau de vie va se dégrader au cours des prochaines années** (36%, +2 points). On observe un clivage générationnel important sur la question, les Français les plus âgés se montrant bien plus pessimistes (47% des 50-64 ans et 52% des plus de 65 ans anticipent une dégradation de leur niveau de vie dans les prochaines années, contre « seulement » 11% des 18-24 ans et 20% des 25-34 ans). Sur une toile de fond d'optimisme émergent ainsi également des inquiétudes à la fois individuelles et collectives.

## Une inquiétude personnelle pour l'avenir et un sentiment de déclin collectif en progression

Au-delà de l'évolution de leur situation personnelle, ce sentiment de dégradation est perçu également sur le plan collectif. En effet, **60% des Français estiment que leur pays est en déclin**, en forte progression depuis l'année dernière (+13 points). Si cette vision semble traverser toutes les couches socio-démographiques – à l'exception des 18-24 ans – on observe cependant un clivage important en fonction des sympathies partisanes. Les soutiens de la majorité présidentielle ne sont ainsi qu'un tiers à partager ce constat décliniste, quand les sympathisants du Rassemblement National et de

Reconquête sont au contraire unanimement pessimistes quant à l'évolution de la situation de la France (respectivement 81% et 88% d'entre eux estiment que le pays est en déclin).

Bien que partagé, ce sentiment de déclin semble plus complexe qu'il n'y paraît. L'état du pays n'est pas jugé comme déclinant dans tous les domaines, certains d'entre eux gardant une *image* positive auprès des Français. C'est particulièrement le cas de **la science, considérée comme la marque d'un progrès par plus de 3/4 de la population (77%)**. Les évolutions de la médecine (78%) et l'allongement de l'espérance de vie (68%) sont également associés au progrès par une majorité de Français. Ainsi, le sentiment de déclin n'entraîne pas pour autant une remise en cause d'avancées scientifiques ou sociales.

Dans le détail, certains acteurs sont moins identifiés comme marqueurs de ce déclin. Dans un contexte de tensions internationales croissantes, l'armée est ainsi un acteur qui inspire plus confiance : **près d'1 Français sur 2 associe l'institution militaire au progrès de la France** et 10% seulement à un déclin du pays. Parmi les institutions testées seules les associations recueillent un niveau d'association supérieur au progrès (52%).

Le déclin est ainsi particulièrement associé à certains domaines, certains acteurs. Deux d'entre eux ressortent principalement : **le système éducatif, qui contribue au déclin de la France pour la moitié de la population (51%)** et surtout **les responsables politiques, auxquels 2/3 des Français accordent une part de**

responsabilité dans la détérioration du pays (66%)

## L'état démocratique de la France jugé sévèrement

Cette défiance à l'égard des responsables politiques s'inscrit dans un cadre de remise en cause plus large en direction du fonctionnement de la vie démocratique. **Plus de la moitié des Français (59%) estiment ainsi que la démocratie s'est dégradée en France au cours des dernières années.**

Cette dégradation du système démocratique se nourrit de divers éléments. Tout d'abord, l'étude révèle une **montée de la perception de l'autoritarisme** : 1 Français sur 4 estiment désormais que la France est un régime autoritaire (+8 points par rapport à la mesure de notre enquête portant sur le rapport des Français à la démocratie réalisée en novembre 2021<sup>1</sup>), alors même que la France a connu deux moments démocratiques importants ces 6 derniers mois avec la tenue de l'élection présidentielle et des élections législatives. Cette impression de recul de la démocratie prend notamment ses sources dans la perception de multiples dysfonctionnements démocratiques : **moins d'1 Français sur 2 estime aujourd'hui que la démocratie fonctionne bien dans le pays (45%, -9 points depuis novembre 2021) et 37% (+8 points) considèrent que les élections sont au moins de temps en temps faussées.** Certaines catégories de la population partagent plus que les autres ce sentiment de dégradation démocratique - les catégories populaires, et les sympathisants des partis situés aux deux pans de l'échiquier politique tels que Reconquête, le

<sup>1</sup> « [Le rapport des Français à la démocratie](#) » - Enquête Harris Interactive pour Challenges réalisée en ligne du 21 au 29 octobre 2021

après d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus de 10 320 personnes.

Rassemblement National et la France Insoumise – néanmoins la progression du sentiment autoritaire en France concerne l'ensemble des catégories de population.

Face à cette hausse du mécontentement envers le fonctionnement de la démocratie, **les mouvements de protestation semblent disposer d'un potentiel plus important que celui observé lors de la vague d'enquête de l'an dernier**. Une large majorité de Français déclarent ainsi qu'ils pourraient participer à un mouvement de protestation (85%). On observe une hausse générale de cette intention de protester pour la quasi-totalité des causes envisageables, celles recueillant le plus fort potentiel de participation étant les **manifestations pour la paix** (68%, nouvellement testé), pour les **droits des femmes** (67%, +7) et en **soutien aux victimes d'attentats** (67%, +8). Concernant la forme que pourraient prendre ces protestations, **le recours à la violence est compréhensible pour près d'1/4 de la population** (24%), quoiqu'en baisse par rapport à l'année dernière (-7). Là encore, certaines catégories se distinguent, les jeunes et les sympathisants de la France Insoumise étant plus compréhensifs vis-à-vis du recours à la violence (bien qu'en baisse également auprès de ces populations).

Pour répondre à ces enjeux démocratiques, la décentralisation du pouvoir est plébiscitée. **Près de 9 Français sur 10** (89%, +4 points) **estiment que trop de décisions sont prises à Paris par des personnes ne connaissant pas la réalité de l'ensemble du pays**. Et si 77% d'entre eux pensent qu'on pourrait plus facilement régler les problèmes si les élus locaux avaient plus de

pouvoir, ils ne sont que 32% à juger que ce serait le cas si l'Etat avait plus de pouvoir.

Ces inquiétudes pour la vie démocratique s'accompagnent, comme l'an dernier, d'une vision de la **laïcité** qui divise les Français : **une moitié considère qu'elle est bien respectée en France** (48%) quand une autre pense le contraire (51%). Et si le sujet de la place de l'Islam porte en lui moins d'inquiétudes que l'an dernier (61%, -3) près de 4 Français sur 10 pensent que l'Islam pourrait être la première religion de France à l'avenir (38%, -1).

### Un contexte économique anxiogène qui entretient les inquiétudes sur le pouvoir d'achat et les inégalités

Ce déclin perçu de la France est également alimenté par un contexte économique favorisant une **hausse des inquiétudes chez les Français**.

Un des faits marquants de l'année écoulée est notamment la **hausse de l'inflation** et les inquiétudes associées en matière de **pouvoir d'achat**. Et les Français nous témoignent en avoir pleinement ressenti les effets : **8 Français sur 10 jugent que la situation de leur pouvoir d'achat s'est dégradée au cours des dernières années (81%), alors qu'ils n'étaient que 57% à le penser l'année dernière**. De plus, **85% des Français déclarent être inquiets concernant leur pouvoir d'achat** (contre 71% en 2021), soit l'un des principaux sujets d'inquiétude pour les Français avec le dérèglement climatique (86%) et l'avenir des jeunes (85%). Conjointement, le niveau des impôts et des taxes a également pris de l'importance au cœur des appréhensions des

Français, cela étant un sujet d'inquiétude pour 82% d'entre eux (+7 points par rapport à 2021). Il est surtout à noter que si le pouvoir d'achat est une inquiétude plus présente encore chez les catégories populaires (90% des personnes y appartenant s'en inquiètent) celle-ci touche aussi la majorité des catégories aisées (83%), et que **la hausse de l'inquiétude constatée par rapport à l'été dernier touche l'ensemble des Français et est même légèrement plus importante auprès des catégories aisées et des plus hauts revenus**, preuve que la situation économique actuelle et ses anticipations ont un impact sur l'ensemble de la population.

Cette inquiétude est à mettre en miroir avec les inégalités ressenties par les Français à la fois au niveau personnel – **60% d'entre eux estiment contribuer plus à travers les taxes et les impôts que ce qu'ils reçoivent de l'Etat en termes de services** – mais également au niveau de la société dans son ensemble. Plus de 8 Français sur 10 considèrent en effet que leur pays est inégalitaire et que les richesses y sont mal redistribuées (82%). Et plus de la moitié (57%) anticipent même une hausse de ces inégalités en France dans les années à venir.

Face à l'endettement du pays et à ces disparités économiques ressenties entre les citoyens, **les Français sont globalement favorables à un investissement plus important des personnes aux revenus les plus élevés dans le cadre de la solidarité nationale : 69% se déclarent en accord avec l'instauration d'une taxation spécifique payée par les plus aisés en vue de rééquilibrer les comptes publics**. Dans le détail, cette surtaxation doit passer par plusieurs mesures pour lesquels les Français manifestent un accord assez large : c'est particulièrement le cas de la surtaxation des

**véhicules de luxe** (voitures, avions, yachts) qui recueille l'approbation de 92% de la population mais aussi par le **rétablissement de l'ISF**, souhaité par 87% des Français.

## Dans une France perçue en déclin, quelle place pour les préoccupations environnementales ?

En dehors de cette augmentation nette de la thématique du pouvoir d'achat parmi les préoccupations principales des Français, le **second sujet qui suscite le plus d'inquiétudes reste le dérèglement climatique**, et ce particulièrement durant un été marqué par les canicules et la sécheresse : 86% des Français se disent inquiets à ce sujet, la situation s'étant dégradée pour 8 Français sur 10 ces dernières années (+5 points par rapport à 2021).

Alors que la situation climatique leur apparaît comme de plus en plus préoccupante, **les Français estiment toujours majoritairement que les pouvoirs publics n'agissent pas assez en faveur de l'environnement (69%, +6)**. Dans ce contexte, **l'écologie est identifiée tout autant comme relevant de la responsabilité de l'Etat (48%) que des citoyens eux-mêmes (46%)**.

Des citoyens qui déclarent être prêts à agir pour le climat. 62% d'entre eux pourraient participer à un mouvement de protestation pour défendre le climat et ils sont aussi majoritairement prêts à adopter certains comportements plus « responsables » comme le tri systématique de leurs déchets, la limitation d'achats d'appareils électroménagers neufs ou la réduction du chauffage et de la climatisation chez eux. **Une large majorité de Français (84%, stable) estiment qu'il faut fournir des efforts pour**

**l'environnement même s'ils ne sont pas forcément partagés à l'échelle de la planète.**

Mais la préservation de l'environnement passe également par des efforts financiers à fournir qui ne sont pas forcément évidents à envisager dans un contexte inflationniste. Comment les Français - on l'a vu particulièrement inquiets à propos de la baisse de leur pouvoir d'achat - s'imaginent-ils la concilier avec la lutte contre le dérèglement climatique ? Parmi ceux qui seraient prêts à entreprendre des actions pour préserver l'environnement, lorsqu'on introduit la variable d'une augmentation parallèle des prix, **ils ne seraient en majorité prêts à payer plus cher que pour les produits locaux respectueux de la nature**, tandis que l'idée d'augmenter d'autres postes de dépenses (carburant, chauffage...)

divise davantage. A un certain point donc, les deux thématiques se heurtent.

Comme l'an dernier, cette étude « au cœur des Français » nous donne à voir un pays dans lequel persistent de fortes inquiétudes, en matière d'écologie, de démocratie ou encore de pouvoir d'achat. Bien que l'état d'esprit général des Français soit plus positif que l'an dernier le sentiment d'inquiétude prédomine dans un vaste nombre de domaines. Et alors que la France a connu deux élections cette année, la perception d'une perte de vitalité démocratique illustre parfaitement le déficit de confiance envers l'Etat et ses responsables pour répondre à ces inquiétudes.

**Méthodologie :** Enquête réalisée par Harris Interactive en ligne du 4 au 11 juillet 2022. Échantillon de 10 020 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

## Contacts



**Jean-Daniel Lévy**

Directeur délégué Harris Interactive – Stratégies politiques et d'opinion.  
01 44 87 60 66 – [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)



**Pierre-Hadrien Bartoli**

Directeur des études politiques  
01 44 87 61 05 – [phbartoli@harrisinteractive.fr](mailto:phbartoli@harrisinteractive.fr)

*Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que la méthode d'enquête, les dates de réalisation, la taille de l'échantillon, le nom de l'institut – Harris Interactive – et le commanditaire.*

### À propos d'Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Harris Interactive repense le marché en alliant innovation technologique et accompagnement d'experts au-delà des études. Pour aider ses clients à prendre les meilleures décisions, avec un temps d'avance.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint le groupe Toluna, permettant ainsi à cette structure internationale d'étendre sa présence dans la filière études.